



UNSA-Infos - Numéro 515 - 11 mai 2010

<http://www.unsa.org/>

Communiqué commun CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA

## **Emploi, salaires, retraite : tous mobilisés, rassemblés et exigeants !**

Dans un contexte économique et social caractérisé par une situation de l'emploi dégradée, des difficultés de pouvoir d'achat et une aggravation des conditions de travail pour de nombreux salariés, dans le public et dans le privé, en France et en Europe, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA réaffirment que la sortie de crise passe par des politiques publiques en faveur d'une relance économique intégrant la satisfaction des besoins sociaux.

Avant même que le Président de la République ne réunisse un "sommet social" le 10 mai 2010, le Premier ministre annonce un gel des dépenses de l'État pour les 3 ans à venir. Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA condamnent cette annonce et considèrent que la réduction des déficits ne peut être envisagée sans assurer la cohésion sociale et la réduction des inégalités, en particulier par une fiscalité plus redistributive.

Donner la priorité à l'emploi stable, améliorer les salaires et le pouvoir d'achat, réduire les inégalités, réorienter la fiscalité vers plus de justice sociale, investir pour l'emploi de demain par une politique industrielle prenant en compte les impératifs écologiques et par des services publics de qualité restent nos objectifs communs.

Concernant les retraites, elles rappellent que l'emploi "en quantité, en qualité et qualifié, reconnu et valorisé" doit devenir une priorité dans les entreprises et les administrations pour redonner du sens au travail, à la société toute entière. C'est une source de financement incontournable pour assurer le devenir et la pérennité de notre système de retraites par répartition basé sur la solidarité intergénérationnelle. Une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, l'égalité entre les Femmes et les Hommes au travail s'imposent aussi pour garantir à tous un bon niveau de vie à la retraite. L'âge légal de départ en retraite à 60 ans doit être maintenu. La pénibilité du travail doit être reconnue et ouvrir des droits à un départ anticipé à la retraite.

La concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société, d'autant que les seuls éléments de la réforme proposée restent le recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation dans un cadre budgétaire constant.

Pour toutes ces raisons et dans un cadre unitaire, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA appellent les salariés, les retraités, les jeunes et les privés d'emploi à une journée nationale de mobilisation le jeudi 27 mai 2010 pour interpeller ensemble les pouvoirs publics, tous les employeurs et peser sur les choix à venir.

Elles appellent l'ensemble de leurs organisations à se rencontrer pour décider, dans les entreprises et lieux de travail, d'actions unitaires de haut niveau donnant lieu à des grèves et des manifestations interprofessionnelles dans les territoires.

Le 6 mai 2010

## ***Déclaration de François Fillon : la rigueur est annoncée***

En déclarant ce jeudi 6 mai que « les dépenses de l'État, hors charges d'intérêts de la dette et hors dépenses de pensions, seront gelées en valeur pendant les trois ans qui viennent », le Premier ministre a, de fait, annoncé la mise en place d'une politique de rigueur pour notre pays.

Déjà en gestation dans les propos de François Fillon du 14 janvier dernier indiquant « que la France devait se replacer dans une trajectoire vertueuse, après dix-huit mois où les déficits et la dette ont bondi », ce tour de vis concernera au premier chef tous les agents publics qui verront, de fait, leur pouvoir d'achat amputé pour les trois ans qui viennent.

Dans le même temps, les dépenses d'intervention qui regroupent essentiellement les aides économiques et les aides à l'emploi ainsi que les aides sociales devraient être réduites.

En ces temps de montée du chômage et de la précarité, le risque est grand de voir la pauvreté encore augmenter.

L'UNSA ne peut que s'élever contre de telles mesures qui apparaissent comme profondément injustes.

Sur le plan macro économique, cette politique de rigueur risque de se traduire par une baisse de la consommation des ménages et par le ralentissement d'une croissance déjà très faible.

Pour l'UNSA, ces mesures constituent un tournant majeur dans la politique économique et sociale du gouvernement. Elles devraient avoir des conséquences sur la façon dont l'intersyndicale envisage les actions à venir.

Communiqué du 6 mai 2010

## ***Sommet social, l'ombre de la rigueur***

L'UNSA approuve le maintien des mesures de soutien à l'emploi mis en place après les grandes manifestations de 2009 : chômage partiel, contrat de transition professionnelle, convention de reclassement personnalisé et aides pour l'alternance.

Par contre, les dispositions pour favoriser le pouvoir d'achat (moteur de la croissance) des plus modestes sont supprimées. L'UNSA le regrette et y voit là la marque d'une politique de rigueur que nous avons dénoncée.

Le gouvernement entend poursuivre les suppressions d'emplois dans la fonction publique et maintenir la défiscalisation des heures supplémentaires, malgré les revendications de l'intersyndicale.

C'est pour ces raisons, entre autres, que l'UNSA, avec les autres organisations syndicales, appelle à la grande manifestation du 27 mai sur l'emploi, les salaires et les retraites.

## ***Retraites : les salariés ont besoin d'unité !***

Le Bureau national de l'UNSA, qui s'est réuni le mercredi 5 mai à Bagnolet, a décidé de ne pas se joindre au mot d'ordre de grève interprofessionnelle lancé pour le 15 juin par FO sur la réforme des retraites.

Pour l'UNSA, une telle initiative isolée, prise de surcroît de façon unilatérale, ne peut répondre aux enjeux posés par cette réforme.

Les salariés ont besoin d'unité.

Pour l'UNSA, l'efficacité exige qu'une action commune soit décidée dans le cadre de l'intersyndicale qui va se réunir demain 6 mai.

C'est ce à quoi l'UNSA va s'employer.

Communiqué du 5 mai 2010

## ***Retraites : rencontre MODEM-UNSA***

Le MODEM a décidé de rencontrer les organisations syndicales sur le dossier des retraites. Dans ce cadre, l'UNSA, représentée par François Joliclerc et Luc Bérille, a été auditionnée le 4 mai par MM. Bayrou, Rochefort, Jégou et Mme de Sarnez. Une occasion pour l'UNSA d'exposer ses analyses, de faire connaître ses 7 propositions pour garantir notre système de retraite... et de remettre en mains propres sa plaquette sur le sujet, à diffuser sans modération !

Disponible sur [http://www.unsa.org/retraites\\_2010/7propositions.html](http://www.unsa.org/retraites_2010/7propositions.html)

## **Résultats d'élections professionnelles**

Lors des élections des délégués du personnel de la Prévention Routière, l'UNSA obtient le siège à pourvoir dans le deuxième collège avec 36 voix sur les 42 votants.

Au sein de l'entreprise de sécurité Goron qui compte environ 1.000 salariés, l'UNSA se présentait pour la 1ère fois aux élections CE et DP.

Avec 19,31% au comité d'entreprise, l'UNSA se classe en 2ème position sur l'agence du Pecq.

Sur l'établissement d'Asnières, l'UNSA avec 37,17% des suffrages au 1er tour et est la première organisation syndicale. Notre syndicat est donc représentatif sur l'ensemble des deux sites.

Lors des élections DP et CE au sein de la société de la métallurgie Artus implantée dans le Maine et Loire qui emploie 296 salariés, l'UNSA, présente pour la première fois, emporte au total 33% des voix et obtient un siège dans chacune des instances dans le deuxième collège.

Lors des élections des commissions administratives paritaires des personnels administratifs du ministère de l'Intérieur (catégories C, B et A) découlant de la fusion des corps (préfecture, police et gendarmerie), l'UNSA obtient 9,48 % des voix (2.867 voix sur 30.229 suffrages exprimés) dans cette nouvelle configuration.

Les élections professionnelles se sont déroulées le 7 mai dans les transports urbains de Cannes (06) groupe Veolia, 207 salariés.

L'UNSA présente pour la première fois, emporte 14,28% des voix et devient le 3ème syndicat.

A noter que la FNCR et la CFDT ne sont plus représentatives.

Cette élection est particulièrement importante car elle comptera pour la représentativité de branche et du groupe Veolia.

### **Au bureau national du 5 mai 2010**

#### **Nouvelles implantations syndicales :**

##### **UNSA Agriculture et Agroalimentaire (Pôle 1)**

Château d'Eau - La Courneuve (93) ; Danone Produits Frais France - Saint-Just-Chaleyssin (38) ; Jacquot & Cie (Cémoi) - Troyes (10).

##### **UNSA Banques Assurances (Pôle 2)**

Banque Patrimoine et Immobilier - Paris 8ème ; Mondial Assistance - Paris 9ème ; S2P (Carrefour Assurances) - Courcouronnes (91). L'OSA 122 enregistrée sous l'appellation UNSA FORTIS change de dénomination et devient UNSA BNP Paribas.

##### **Fédération Commerces et Services (Pôle 3)**

Devidis Leclerc - Béziers (34) ; Devoteam - Ris Orangis (92) ; Melitta - Tourcoing (59) ; Pech Bleu - Béziers (34).

##### **UNSA-Postes (Pôle 4)**

UNSA-Postes d'Eure et Loir (28).

##### **UNSA Industrie (Pôle 5)**

Arcil - Puiseux-Pontoise (95) ; Artus - Avrillé (49) ; Baurès-Prolians - Béziers (34) ; Behr France - Rouffach (68) ; Le Fournil Biterrois - Colombiers (34) ; Nextiraone - Bron (69) ; Nextiraone - Marcq en Baroeuil (59) ; SAS Seb - Selongey (21).

##### **FESSAD (Pôle 6)**

Association Émeraude -Vichy (03) ; Association Solidarité Services (A2S 33) - Lormont (33) ; CB Info (Groupe Bernard) - Lille (59) ; Logéo - Créteil (94) ; Sodie - Paris 2<sup>ème</sup>.

##### **Fédération Métiers de la Prévention et de la Sécurité (pôle 6)**

Société ESIP Management Sécurité - Saint-Maur-des-Fossés (94).

##### **Fédération Autonome des Transports UNSA (Pôle 7)**

CEAT - St Geneviève des Bois (91) ; Comatec (Groupe TFN Propreté) - Arcueil (94).; Courriers Ile de France - Le Mesnil-Amelot (77) ; Courriers Rhodaniens - Saint-Péray (07) ; Derichebourg - La Courneuve (93) ; DHL Aviation France - Roissy-en-France (95) ; Kéolis Bordeaux (33) ; SELT - Rosny-sous-Bois (93) ; STBC - Chelles (77) ; Transport Pascal BENOI - Massillargues-Atuech (30) ; Véolia Propreté Normandie - Beaumartel (27) .

### **UNSA Santé Sociaux Public et Privé (Pôle 8)**

APEI Papillons Blancs - Tourcoing (59) ; Centre d'Habitat Adapei de Vendée (ESAT) - Challans (85).

### **UNSA Territoriaux (Pôle 8)**

Conseil général de l'Ain (01) ; Ville de Sens (89) ; communauté de communes de la Save au Touch (31) ; Pays d'Aix Habitat (13).

### **UNSA Finances Industries (Pôle 8)**

Section régionale UNSA Douanes Bourgogne - Chalon sur Saône (71)

## ***16ème congrès de la CGIL : défendre le travail et libérer les droits***

L'UNSA a participé au 16ème congrès de la CGIL qui s'est tenu à Rimini la semaine dernière. La CGIL, avec ses 5,5 millions d'adhérents, est l'organisation syndicale la plus importante d'Italie devant la CISL et la UIL.

Ayant pour slogan « Avec la CGIL, pour défendre le travail et libérer les droits », ce congrès a été marqué par la crise économique et sociale qui sévit actuellement en Europe. Les préoccupations de la CGIL sont communes à tous les syndicats européens mais elles s'inscrivent dans un pays qui traverse une crise supplémentaire, celle de l'État et de l'état de droit. D'où une intervention remarquée d'Oscar Luigi Scalfaro, ancien président de la République et actuel président d'une association « Sauver la Constitution », une autre sur la manipulation de l'information et une dernière sur la corruption, l'injustice et la lutte contre la mafia. La CGIL se donne pour priorité de réaffirmer une idée partagée de la République italienne, de son unité, de son lien avec l'Union européenne et de son acte fondateur : la Constitution de 1948.

La situation dramatique de la Grèce a fait irruption dans le congrès à travers les témoignages de John Monks, secrétaire général de la CES, et de Georges Dassis, syndicaliste grec et président du groupe des travailleurs du Comité économique et social européen, qui venaient de participer à la manifestation d'Athènes. Ils ont fustigé les contraintes imposées au peuple grec et condamné avec la plus grande fermeté les auteurs des actes criminels qui ont endeuillé la Grèce.

Autre moment important, les discours du secrétaire général de la CISL et de celui de la UIL alors que les questions de la représentativité et de la validité des accords ont profondément divisé les syndicats italiens et isolé la CGIL. Des signes d'ouverture ont été donnés de part et d'autre. Enfin Guglielmo Epifani a annoncé une grande manifestation à Milan le 2 juin.

## ***Enfin une vraie politique commune pour la zone euro !***

En adoptant un plan de secours exceptionnel de 750 milliards d'euros pour stopper la contagion de la crise grecque à d'autres États membres et à la zone euro elle-même, l'Union européenne apporte, enfin, une réponse à la hauteur de la crise qui la menaçait.

Cette somme se décompose en 60 milliards de prêts, mobilisables à court terme, apportés par la Commission européenne, et 440 milliards de garanties par les pays de la zone euro, soit 500 milliards d'euros auxquels viennent s'ajouter, en cas de besoin, les 250 milliards du FMI. Pour la première fois, la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé qu'elle allait racheter de la dette publique et privée, ce qui contribue à créer des conditions favorables à la croissance. Le rôle de la BCE change radicalement puisqu'elle ne reste plus l'œil rivé sur la stabilité des prix.

L'UNSA sera attentive aux propositions que la Commission fera cette semaine pour élargir et renforcer la surveillance économique et la coordination des politiques dans la zone euro, ainsi qu'aux initiatives du Président du Conseil européen relatives à la réglementation et à la surveillance des marchés financiers. Renforcement de la gouvernance économique, réglementation des marchés financiers, lutte contre la spéculation : pour l'UNSA, ces axes européens sont positifs face à la crise. Reste intacte la question de la justice sociale.

Avec la CES, nous pensons qu'elle conditionne aussi l'efficacité économique. Pour l'UNSA, une réduction à marche forcée des déficits publics risque de tuer la reprise et d'accroître encore les inégalités sociales.

Consultez le site «l'UNSA et l'Europe» sur la page d'accueil du site UNSA  
<http://europe.unsa.org/>